

24 SEPTEMBRE 2021 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DÉCLARATION CONJOINTE DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DU LIBAN M.NAJIB MIKATI

[Télécharger le .pdf](#)

Je veux souhaiter avant toute chose la bienvenue au Président du Conseil des ministres libanais, monsieur Najib MIKATI.

Président, je suis très heureux de vous retrouver ici, oserais-je dire enfin. Et vous avez su constituer un conseil des ministres de plein exercice et avec maintenant un agenda de réformes extrêmement attendu. Je tiens à présenter Najib MIKATI une nouvelle fois publiquement tous mes vœux de succès dans sa mission au service des Libanais et redire au peuple libanais tout le soutien de la France dans les épreuves qu'il connaît. Nous venons d'avoir ensemble un échange très franc et prospectif. Monsieur le Président, comme vous le savez, depuis l'explosion du 4 août, je me suis rendu deux fois au Liban et co-présidé trois conférences internationales de soutien à la population libanaise et depuis, comme elle l'avait fait d'ailleurs avant, la France a apporté un appui particulier aussi aux écoles comme aux Forces armées libanaises. Nous allons poursuivre ce soutien et la France continuera d'œuvrer main dans la main avec les forces vives du Liban et avec ceux qui, au service de leurs concitoyens, agissent au quotidien avec courage et abnégation pour pallier les déficiences qui durent depuis trop longtemps de l'Etat et des institutions libanaises. Nous allons également continuer à mobiliser la communauté internationale pour répondre aux besoins les plus urgents, mais très clairement, nous savons que nous ne pouvons nous en contenter.

Le Liban mérite mieux. Il y va de son avenir, de sa jeunesse et c'est pourquoi votre responsabilité est immense et historique et que nous ferons tout pour vous aider à y réussir. Ce n'est un secret pour personne, les tractations qui ont mené à la formation de ce nouveau gouvernement ont été longues, trop longues, alors que les conditions de vie des Libanais continuaient de se dégrader. J'ai dénoncé ici le comportement irresponsable des artisans de ce blocage. Je n'y reviens pas, mais je veux dire que je sais et comprends les frustrations de nos amis libanais et j'entends leurs interrogations. Mais nous avons aujourd'hui à travers vous et les ministres qui vous accompagnent, une opportunité d'avancer concrètement sur la voie des réformes. C'est l'engagement que vous avez pris devant le peuple libanais. C'est l'engagement que vous venez de prendre devant moi et c'est sur cette base que nous avons envie de vous aider à réussir.

Il est en effet urgent de prendre les premières mesures qu'attendent la population libanaise et les amis du Liban. Les mesures et les réformes indispensables pour que le Liban puisse, justement, à la fois retrouver confiance en lui, mais aussi assurer un quotidien soutenable pour l'ensemble de la population. La communauté internationale ne pourra d'ailleurs apporter un appui structurel au Liban qu'une fois ces réformes mises en œuvre, enclenchées, en tout cas. Je pense à la rénovation du secteur de l'énergie, des finances publiques, à la lutte contre la corruption, à la réforme de l'administration. Tous ces chantiers, vous les avez en tête, et nous en avons longuement discutés. Et il est clair que votre priorité sera de permettre, sur les sujets d'énergie, d'infrastructures, d'alimentation et de soutien à la population, d'apporter les réponses de court terme.

Il s'agit aussi pour le Liban d'initier les négociations indispensables avec le Fonds monétaire international qui doivent aboutir rapidement, et de procéder à des transformations. Je veux parler de la lutte contre la corruption, d'une plus grande transparence de la gouvernance afin que cette aide internationale puisse aller directement à la population et à des résultats concrets. Vous vous êtes engagé à organiser de manière transparente et conformément au calendrier prévu, les échéances électorales de 2022. Les Libanais doivent pouvoir exprimer leurs aspirations en confiance, dans le cadre d'un processus démocratique. Et là aussi, nous resterons à la fois vigilants et prêts à nous

mobiliser pour soutenir ce processus, y compris avec nos partenaires européens.

Nous avons également évoqué l'enquête sur l'explosion du 4 août. Très clairement, la France continue de soutenir le travail de la justice de manière indépendante, sereine, impartiale au sujet de l'enquête. Les Libanais ont droit à la vérité et ont le droit d'obtenir des réponses. Et je sais combien vous y comptez également, Monsieur le Premier ministre.

Mais sur chacun de ces sujets, soyons lucides, le chemin sera difficile.

Au-delà de ces sujets, nous savons, les réformes d'ampleur sur le système financier et bancaire comme sur les sujets de gouvernance. Et je crois que nous partageons la même lucidité sur l'ambition des réformes qu'il y a devant nous. Et comme vous venez de le dire, ce chemin n'est pas impossible. D'abord parce qu'il est souhaité, attendu par le peuple libanais ; ensuite, parce que vous vous êtes engagés avec détermination pour y arriver, et enfin, parce que nous ferons tout pour que la communauté internationale vous soutienne sur ce chemin d'ambition et d'exigences. C'est une responsabilité partagée entre vous et le Président de la République, Michel AOUN, et avec le président du Parlement, Nabih BERRI, et l'ensemble des dirigeants politiques libanais. Nous connaissons la feuille de route, elle reste la même et nous savons aussi l'urgence d'une situation qui est devenue humanitaire et que vous avez aujourd'hui à gérer.

Je l'ai dit à Beyrouth et je le répète ici à vos côtés : je ne lâche pas le Liban. Et la France ne lâchera pas le Liban. Le chemin est ardu, la tâche est difficile, mais nous serons là. La France restera au plus près de la population libanaise, de ses besoins, de ses aspirations, de celles et ceux qui défendent son quotidien comme son avenir.

Je veux que le Liban sache qu'il peut compter sur la France.

Merci de votre présence.